

## paysans nantais contre l'atome

Désormais, au Pellerin, en Loire-Atlantique, le mouvement d'opposition à l'implantation d'une centrale nucléaire est devenu un fait politique majeur. Pour toute la basse Loire. Les verdicts de Nantes : huit mois de prison dont deux fermes, pour 5 agriculteurs accusés d'avoir détruit un registre d'enquête d'utilité publique et celui de Rennes (sept sursis et une relaxe), ont confirmé que le temps des réponses polies et des débats entre « experts » n'était plus de mise. Le temps presse pour le pouvoir : il lui faut créer au plus tôt un état de fait qui rende le processus nucléaire irréversible.

Toute la Bretagne se rappelle encore cette soirée où la télé projetait le film *Le Jour le plus long*. Tout d'un coup : « crac », plus de courant ; l'explication d'EDF est simple : les radiateurs électriques des résidences secondaires et le rush sur les postes de télé ont dépassé les possibilités des installations électriques locales. Conclusion: il faut une grosse unité de production électrique dans l'Ouest ; autrement dit, choisir entre une centrale nucléaire ou des coupures de courant. C'est simple, non ?

Le déficit énergétique de l'Ouest a bon dos. Et pourquoi le courant de la centrale de Cordemais devrait-il, comme il est prévu, alimenter la région parisienne, grosse consommatrice d'énergie avec toutes ses industries si l'on manque, sur place, d'électricité ?

Quant au Pellerin quelques données suffisent pour entrevoir les dangers de la centrale :

— 4 tranches de 1 300 MWe, c'est-à-dire ou quatre énormes tours de refroidissement de plus de 150 m de hauteur sur les bords de Loire, ou un réchauffement substantiel des eaux. Les phénomènes de marée se répercutent en amont de Nantes, l'équi-

libre de la faune et de la flore va être modifié sur une zone particulièrement cruciale.

— En aval, prise d'eau de Buzay

— 450 000 habitants dans un rayon de 20 km sous les vents dominants.

— Dans un premier temps, près de 300 hectares d'une excellente terre agricole pris aux agriculteurs, sans compter les couloirs de ligne, les accès divers... (De fait l'expérience conduit à multiplier ce chiffre par 2 ou 3).

— L'installation projetée s'ajoute à celles, classiques, de Cheviré (1 000 MWe) et de Cordemais (2 000 MWe).

Tout le monde s'accorde à considérer aujourd'hui que ce site est le plus mauvais du monde. C'est qu'EDF éprouve bien des difficultés à trouver des sites. Sa politique consiste donc à « gaver » de centrales les quelques sites qu'elle aura réussi à arracher une fois Le Pellerin installé, il est possible que l'on accueille aussi une usine d'enrichissement ou de retraitement des combustibles irradiés.



---

## le temps du mépris

---

Cette politique du fait accompli, EDF la met en oeuvre avec un mépris total de toutes les instances régionales d'aménagement du territoire (à quoi servent le SDAU, le POS, la réserve de chasse récemment créés dans la région ?) Au mépris des populations aussi (les municipalités ont souvent été élues, lors des élections de mars, sur leur opposition à la centrale du Pellerin). Un mépris que reflète la réglementation : car si la construction d'une centrale est soumise à autorisation de l'administration après enquête d'utilité publique, cette enquête, obligatoire, est purement formelle : ses conclusions ne sont pas contraignantes. Autrement dit, l'enquête est inutile. D'ailleurs EDF s'en moque : à Creys-Malville, les travaux ont illégalement commencé avant la parution du décret préfectoral.

Dès lors, on s'explique la colère des maires (dont certains refusent d'afficher l'avis d'ouverture de l'enquête d'utilité publique) ou des populations (affiches brûlées, registre de l'enquête arraché et détruit sur la place du marché comme à Couéron). On connaît la suite : arrestation de paysans (surtout quand ils sont paysans-travailleurs) et procès à Nantes...

Dans toute la région autour du Pellerin et à Nantes, plusieurs réunions de sensibilisation sur le nucléaire ont été organisées par des comités de défense de l'environnement, eux-mêmes rassemblés dans une coordination de basse Loire qui joue un rôle déterminant dans toute la mobilisation. Le 8 mai, un grand rassemblement au Pellerin a réuni 15 000 personnes avec stands, projections et vidéo, forums sur les thèmes : « nucléaire et société », « nucléaire et santé », « nucléaire et basse Loire », façon de faire de la politique ».

En fait, l'épreuve de force a eu lieu après cette sensibilisation, ce qui explique en partie l'ampleur de la mobilisation qui rassemble non seulement les antinucléaristes militants mais aussi ceux pour qui, plus ou moins confusément, la société capitaliste est une impasse.

Les organisations politiques locales ont dans l'ensemble exprimé leur refus de la centrale du Pellerin. Avec plus ou moins de conviction.

— L'extrême gauche suit une mobilisation qui la dépasse à tous les points de vue : quantitativement, ce qui est positif ; mais également quant à sa compréhension « d'une autre façon de faire de la politique ». — Le PS a été ébranlé et a accepté de reconnaître les comités de défense. Mais depuis, le

fossé s'est creusé à propos de l'enquête d'utilité publique : le pré-électorisme l'amenant à la cautionner (délégation de son congrès national pour signer un registre) alors que le mouvement antinucléaire la refuse fermement. — Le PC est contre la centrale du Pellerin pour des raisons surtout localistes. Les déclarations pronucléaires de G. Marchais l'ont de surcroît mis en porte-à-faux. Le 8 mai, le PCF était d'ailleurs absent. Quant à la manifestation du 14 juin, convoquée par la CGT, la CFDT, la FEN, la FDSEA et les Paysans-travailleurs et à laquelle s'est joint l'ensemble du mouvement antinucléaire (dont la CSF et la CSCV, exclues de la préparation intersyndicales comme trop « antinucléaires »), elle est apparue comme un minimum face à la répression. La mobilisation y a essentiellement été l'œuvre des comités (dans lesquels les militants du PSU sont partie prenante) agissant sur le mot d'ordre : « Le nucléaire, on n'en veut pas. Ni le nucléaire de droite, ni le nucléaire de gauche. »

---

## répondre au fond

---

La réticence de certains pose problème. Le fait politique créé par l'ampleur du mouvement et la sévérité de la répression obligent à déterminer une ligne d'action qui évite la rupture vis-à-vis de la masse des travailleurs. Le danger de minorisation est là, nous l'avons bien vu dans le soutien timide des structures traditionnelles du mouvement ouvrier ; le pouvoir l'a parfaitement compris en pratiquant la répression sélective à rencontre du mouvement Paysans-travailleurs très actif dans les nombreuses luttes contre les expropriations et les cumuls de terres dans l'Ouest (Cheix en Retz).

Eviter la rupture ouvriers/paysans, écologistes déterminés/masses sensibilisées, tel doit être notre souci aujourd'hui. Dans cette tâche, nous devons parler du problème des besoins énergétiques ; les arguments utilisés par G. Marchais pour justifier le nucléaire ne sont pas tous sans influencer les travailleurs qui comprendraient mal de payer la note d'une réduction de l'approvisionnement énergétique.

C'est donc au fond, en termes de choix de société qu'il nous faut répondre.

De notre correspondant  
à Nantes

1) SDAU : Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme ; POS : plan d'occupation des sols.